

**ROYAUME DU MAROC
CHEF DU GOUVERNEMENT
AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE ET SOCIAL DE LA PREFECTURE ET DES
PROVINCES DE LA REGION ORIENTALE DU ROYAUME**



**Appel d'offres ouvert simplifié sur offres des prix
N° O121/DL/2023**

RELATIF A

**L'EQUIPEMENT DE LUDOTHEQUES DANS DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE
PRESCOLAIR ET DU PRIMAIRE DANS LA REGION DE L'ORIENTAL
EN LOT UNIQUE**

REGLEMENT DE CONSULTATION

Ligne budgétaire : P240R02

Appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix conformément aux dispositions du décret N° 2-22-431 relatif aux marchés publics du 15 chaabane 1444 (8 MARS 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 1. OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent appel d'offres ouvert simplifié a pour objet l'équipement de ludothèques dans des établissements publics de préscolaire et du primaire dans la Région de l'Oriental, en lot unique.

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 21 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-22-431 précité. Toute disposition contraire au décret 2-22-431 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 21 et des autres articles du décret n° 2-22-431 précité.

ARTICLE 2. MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage du présent appel d'offres est l'Agence pour la Promotion et le Développement Economique et Social de la Préfecture et des Provinces de la Région Orientale du Royaume, représentée par son Directeur.

ARTICLE 3. REPARTITION EN LOTS

Le présent règlement de consultation concerne un appel d'offres ouvert lancé en lot unique

ARTICLE 4. CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-22-431 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement, ci-joint ;
- Le modèle du bordereau des prix-détail estimatif ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur, ci-joint ;
- Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 5. MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 § 7 du décret n° 2-22-431 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis. Passé ce délai, le maître d'ouvrage doit par avis rectificatif, reporter la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque ces modifications introduites nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci sera publié conformément aux dispositions du premier alinéa du paragraphe I-2 de l'article 23 du décret n° 2-22-431 précité.

Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue qu'après l'expiration d'un délai minimum de dix jours.

Ce délai court à partir du lendemain de la date de parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu au troisième alinéa du deuxième paragraphe du I) de l'article 23 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics doit être respecté. Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

ARTICLE 6. RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable sur le portail des marchés publics dès la première parution de ce dernier dans l'un des supports de publication prévus par l'article 23 du décret n° 2-22-431 précité, jusqu'à la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7. DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

Tout concurrent peut demander au Maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au Maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le Maître d'ouvrage doit répondre à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue dans le délai prévu ci-dessus.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le Maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le Maître d'ouvrage doivent être communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les sept (7) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n° 2-22-431 précité, Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout moyen pouvant donner date certaine, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres. Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics

ARTICLE 8. CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-22-431 précité :

1-Peuvent valablement participer et être attributaire du présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ; et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ou à un autre régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

2- Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du décret n°2-22-431 précité ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché ;
- Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

ARTICLE 9. PIECES CONSTITUTIVES DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 28 du décret n° 2-22-432 précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

A. Un dossier administratif comprenant :

1- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas

- ✓ Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
- ✓ Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
- ✓ L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

- b) La déclaration sur l'honneur, cf. modèle ci-joint ;
- c) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;

En cas de groupement, le cautionnement provisoire et le cautionnement définitif peuvent être souscrits sous l'une des formes suivantes :

- a) Au nom collectif du groupement ;
- b) Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
- c) En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux b) et c) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire et définitif ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance.

- d) La convention constitutive du groupement prévue à l'article 150 du décret n°2-22-431 ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.
- 2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 43 du décret 2-22-431 précité :
- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
 - b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;
 - c) Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;
 - d) Des copies certifiées conformes à l'original des attestations ou autorisations requises pour l'exécution des prestations objet du marché conformément à la législation et la réglementation en vigueur, le cas échéant ;

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

B. Dossier technique : une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant, le cas échéant, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé, avec précision de la qualité de sa participation

C. Une offre financière :

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant les pièces suivantes :

- a- **Un acte d'engagement** par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire dûment rempli et signé par le concurrent ou son représentant habilité.
- b- **Un bordereau des prix-détail estimatif.**

Les plis des concurrents sont déposés par voie électronique selon les conditions et modalités de dépôt et de retrait des plis et des offres par voie électronique par référence au chapitre IV de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

ARTICLE 10. RETRAIT DES PLIS

Tout pli déposé peut être retiré par le concurrent antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait de tout pli s'effectue au moyen du certificat de signature électronique ayant servi au dépôt de ce pli.

Les informations relatives au retrait des plis sont enregistrées automatiquement sur le registre de dépôt des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues au chapitre IV de l'arrêté n° 1692-23 précité et avant la date et l'heure limites d'ouverture des plis.

ARTICLE 11. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Sous réserve de l'article 36 du décret n° 2-22-431 précité, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par voie électronique et leur propose une prolongation pour un nouveau délai qu'il fixe. A cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

ARTICLE 15 : CRITERES D'APPRECIATION ET D'EVALUATION DES OFFRES

L'évaluation des offres des concurrents s'effectuent conformément aux articles 39, 40, 42, 43 et 44 du décret n° 2-22-431 précité.

L'offre économiquement la plus avantageuse est l'offre financière la mieux-disante par rapport au prix de référence.

ARTICLE 16 : LANGUE DE PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 2-22-431 précité, la langue dont laquelle doivent être établies les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents est la langue française ou arabe.

ARTICLE 17 : RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage informe, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen donnant date certaine, l'attributaire de l'acceptation de son offre dans un délai n'excédant pas le troisième jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'appel d'offres.

Dans le même délai, il informe, par lettre recommandée avec accusé de réception, les concurrents éliminés, en leur indiquant les motifs de rejet de leurs offres. Cette lettre est accompagnée des pièces contenues dans leurs dossiers.

Un extrait du procès-verbal est publié sur le portail des marchés publics et affiché dans les locaux du maître d'ouvrage, dans les vingt-quatre heures suivant la date d'achèvement des travaux de la commission. La durée d'affichage de cet extrait est de quinze jours au moins.

Agence de l'Oriental

Le Directeur Général

Mohamed MBARKI

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Appel d'offres ouvert simplifié sur offres des prix : N°O121/DL/2023 du 30/11/2023 à 12heures.

Objet du marché : L'équipement de ludothèques dans des établissements publics de préscolaire et du primaire dans la Région de l'Oriental, en lot unique.

Pour les personnes physiques :

1) Cas de personnes physiques agissant pour leur compte :

- Je soussigné : (Nom, Prénom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.
- Numéro de téléphone : de
- Numéro du Fax: du
- Adresse électronique:.....
- Adresse du domicile élu :.....
- Affiliée à la C.N.S.S sous le n°:.....
- Inscrite au Registre du Commerce de.....(Localité) sous le n° :.....
- Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro.....
- Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise.....
- Relevé d'identification bancaire (RIB).....(Postal, bancaire ou à la TGR) numéro.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

2) Cas de l'auto-entrepreneur :

- Je soussigné : (Nom, Prénom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.
- Numéro de téléphone :
- numéro du Fax:.....
- Adresse électronique:.....
- Adresse du domicile élu :.....
- Inscrite au Registre national de l'auto-entrepreneur sous le numéro :.....
- Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise.....
- Relevé d'identification bancaire (RIB).....(Postal, bancaire ou à la TGR) numéro.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

Pour les personnes morales :

1) Cas des sociétés :

- Je (1), soussigné.....(Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de.....(Raison sociale et forme juridique de la société), au capital de :
- Numéro de téléphone :
- numéro du Fax:.....
- Adresse électronique:.....
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu
- Affilié à la CNSS sous le n° :.....
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n°
- Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro.....
- Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise.....
- Relevé d'identification bancaire (RIB).....(Postal, bancaire ou à la TGR) numéro.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

Déclare sur l'honneur :

1. Que je remplis les conditions prévues à l'article 27 du décret relatif aux marchés publics ;
2. M'engager à couvrir, dans les conditions fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
3. M'engage, si j'envisage de recourir à la sous-traitance : -à veiller à ce que celle-ci ne dépasse pas cinquante pour cent (50%) du montant du marché et qu'elle ne porte pas sur le lot ou le corps d'état principal du marché ; à m'assurer que les sous-traitants auxquels je recours remplissent les conditions prévues à l'article 27 du décret n°2-22-431 du 8 mars 2023.
4. Atteste que je dispose des autorisations requises l'exécution des prestations telles que prévues par la législation et la réglementation en vigueur ;
5. Atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire ;
6. Etant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité par l'autorité Judiciaire compétente à participer aux appels d'offres ;
7. Je m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.
8. Je m'engager à ne pas faire par moi-même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché et de son exécution ;
9. J'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt ;
10. J'atteste que je n'ai pas participé à la préparation du dossier de l'appel d'offres considéré ;
Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 152 du décret n°2-22-431 du 8 mars

Fait àle

(Signature et cachet du concurrent)

Acte d'engagement

A - Partie réservée à l'Administration

Appel d'offres ouvert simplifié sur offres des prix : N°O121/DL/2023 du 30/11/2023 à 12heures.

Objet du marché : l'équipement de ludothèques dans des établissements publics de préscolaire et du primaire dans la Région de l'Oriental, en lot unique.

Marché Passé en application de l'alinéas 1 du Paragraphe 1 du I) et l'alinéa 3-b) du Paragraphe 3 du I) de l'Article 19 et Paragraphe 1 de l'Article 20 et l'alinéa 3-b) du Paragraphe 3 de l'Article 20 du Décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08/03/2023) relatif aux marchés publics.

B - Partie réservée au concurrent agissant à titre individuel.

a) Pour personnes physiques

- Je soussigné(Prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
- Adresse du domicile élu :
- Affilié à sous le n°
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n°.....
- Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro.....
- Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise.....

En vertu des pouvoirs qui me confèrents ;

b) Pour personnes morales.

- Je (1), soussigné.....(Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de.....(Raison sociale et forme juridique de la société), au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu
- Affilié à.....sous le n° :.....
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n°.....
- Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro.....
- Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

C - Partie réservée au concurrents membres d'un groupement.

- Nous soussignés :
Membre n°1 :
- Membre n°2 :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés, nous nous obligeons conjointement/solidairement (choisir la mention adéquate) et désignons.....(prénoms et qualité) en tant que mandataire du groupement.

a) Partie réservée à tous les concurrents :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres ouvert concernant les prestations Précisées en objet de la partie A ci-dessus. Après avoir apprécié à mon (notre) point de vue et sous ma (notre) responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- 1) Remets (remettons), revêtu de ma(notre) signature (s) un bordereau des prix détail estimatif établi conformément au modèle figurant au dossier d'appel d'offres ouvert.
- 2) M'engage (nous nous engageons) à exécuter les dites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai (nous avons) établi moi-même (nous-mêmes), lesquels font ressortir :
 - Montant hors T.V.A.....(en lettres et en chiffres)
 - Taux de la TVA.....(En pourcentage)
 - Montant de la T.V.A.....(En lettres et en chiffres)
 - Montant T.V.A comprise.....(en lettres et en chiffres).

L'Agence de l'Oriental se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte Ouvert à mon nom de.....(titulaire du marché) à (Localité) Sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à.....le..... (Signature et cachet du concurrent)

AT